

**Convention collective**

IDCC : 1628. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES  
(DEUX-SÈVRES)**

**(1<sup>er</sup> juillet 1991)**

*(Bulletin officiel n° 1992-10 bis)*

*(Etendue par arrêté du 31 juillet 1992,  
Journal officiel du 12 août 1992)*

■ *Journal officiel* du 30 janvier 2008

**Arrêté du 23 janvier 2008 portant extension d'un accord conclu  
dans le cadre de la convention collective des industries métallur-  
giques, mécaniques, connexes et similaires des Deux-Sèvres  
(n° 1628)**

NOR : MTST0801904A

Le ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 133-1 et suivants ;

Vu l'arrêté du 31 juillet 1992 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 3 novembre 2005, portant extension de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques, connexes et similaires des Deux-Sèvres du 1<sup>er</sup> juillet 1991 et des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'accord du 8 novembre 2007 relatif aux taux effectifs garantis annuels et à la valeur du point, conclu dans le cadre de la convention collective sus-visée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 20 décembre 2007 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques, connexes et similaires des Deux-Sèvres du

1<sup>er</sup> juillet 1991, tel qu'étendu par arrêté du 31 juillet 1992, et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de l'accord du 8 novembre 2007 relatif aux taux effectifs garantis annuels et à la valeur du point, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 132-12-3 du code du travail.

## Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

## Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 janvier 2008.

Pour le ministre et par délégation :  
*La sous-directrice des relations individuelles  
et collectives du travail,*  
E. FRICHET-THIRION

*Nota.* — Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2007/50, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,80 €.